

# La lettre de Pierre-Alain Muet

**VOTRE DÉPUTÉ  
DE LA DEUXIÈME  
CIRCONSCRIPTION  
DU RHÔNE**



▷ CROIX ROUSSE PLATEAU ET PENTES ▷ PRESQU'ÎLE ▷ LA DUCHÈRE ▷ VAISE ▷ QUAI GILLET ▷ SAINT-RAMBERT ▷ VERGOIN

AUTOMNE 2009

## Face aux crises

### Pour me rencontrer

Mon assistante  
parlementaire  
Gwenaëlle Bettin  
vous accueillera au  
04 78 27 37 29 pour  
prendre rendez-vous.

### Pour visiter l'Assemblée ou assister aux débats

Mon assistante  
parlementaire  
à l'Assemblée  
Sophie Waldteufel  
vous accueillera au  
01 40 63 69 64.

Creusement des inégalités, licenciements massifs, baisse du pouvoir d'achat des familles, déficits abyssaux des comptes publics... La situation en cette rentrée, comme la récession qui frappe notre pays depuis plus d'un an, est certes en partie la conséquence de la crise mondiale qui plonge ses racines dans les dérives de la mondialisation libérale.

Mais elle résulte aussi des mauvais choix gouvernementaux : politique fiscale injuste creusant les inégalités avec le bouclier fiscal, exonération absurde des heures supplémentaires, aggravant la situation de l'emploi en période de récession ; maintien de déficits publics excessifs dans les années précédant la récession, quand tous nos partenaires européens les réduisaient.

Si la crise touche tous les pays, elle n'a pas entraîné ailleurs une explosion du chômage et de la dette comme c'est le cas dans notre pays. Ainsi l'Allemagne, pourtant deux fois plus touchée que nous par la crise du fait de son ouverture internationale, n'a, elle, pratiquement pas connu d'augmentation du chômage.

Ces préoccupations, vous les avez exprimées dans les réunions que j'ai tenues dans les différents quartiers de la circonscription, comme dans vos courriers. Ces échanges ont nourri mes interventions à l'Assemblée. Tout au long de l'année 2009, j'ai fait des propositions pour limiter la progression du chômage, maîtriser l'endettement, soutenir le pouvoir d'achat et réguler la finance mondiale.

Mais à la crise économique et sociale, s'en ajoute une autre, tout aussi préoccupante : la crise écologique. Il nous faut prendre à bras le corps les problèmes du réchauffement climatique, de la diminution de la biodiversité, de l'eau... Il nous reste peu de temps pour changer radicalement de modèle de développement. Je l'ai souvent exprimé lors des débats à l'Assemblée, j'ai fait des propositions dans ce sens, et le mets en pratique dans mon action locale aux côtés de la municipalité et des élus d'arrondissements.



Mail : [pamuet@assemblee-nationale.fr](mailto:pamuet@assemblee-nationale.fr)  
Blog : [muet2007.blogspot.com](http://muet2007.blogspot.com)  
Site : [www.pa-muet.com](http://www.pa-muet.com)

**Permanence :**  
2 place Louis Pradel 69001 Lyon  
Tél : 04 78 27 37 29



## CRISE : RÉGULER VRAIMENT

Peut-on accepter que l'argent public serve à verser des rémunérations excessives à des dirigeants dont l'entreprise a été sauvée de la faillite par le contribuable ? Depuis 2002, alors que le pouvoir d'achat de 90 % des salariés est resté constant, celui des dirigeants des grandes sociétés cotées a continué de s'envoler. Le rapport entre la plus haute et la plus basse rémunération, qui était de l'ordre de 20 dans les années 1960-1970 dans la majorité des pays, atteint aujourd'hui 300 dans les très grandes entreprises du CAC 40, alors que ce même écart est de 3 dans une PME. Si l'opinion est unanime pour condamner ces excès, le gouvernement n'a pris aucune mesure pour les corriger. De même, au moment où la crise exige

un effort de tous, il est profondément injuste que le bouclier fiscal exonère les plus fortunés de toute contribution à la solidarité nationale. C'est pourquoi la Proposition de Loi "Hauts revenus et solidarité", dont j'ai été rapporteur en avril 2009, proposait de supprimer le bouclier fiscal, de limiter à 25 le rapport entre la plus haute et la plus basse rémunération pour une entreprise recapitalisée, et d'interdire dans ces entreprises l'attribution de stock-options et d'actions gratuites. ●



## NON AU TRAVAIL DOMINICAL

### Une atteinte à l'équilibre de notre société

A plusieurs reprises, j'ai exprimé à l'Assemblée mon désaccord avec la loi sur le travail dominical : « ... pour des intérêts de quelques grandes surfaces, vous remettez en cause un principe fondamental, un principe nécessaire à l'équilibre de notre société : avoir un temps commun pour la vie familiale, associative, sportive, culturelle, spirituelle ». Dans les communes et zones touristiques - et Lyon en fait partie - l'ouverture des commerces le dimanche sera de plein droit, sans aucune contrepartie pour les salariés. Il n'y aura pour eux, ni volontariat, ni salaire double, ni repos compensateurs. Souhaitons-nous aller vers une société où les jeunes désertent les stades et les centres culturels pour parcourir les centres commerciaux ? Souhaitons-nous voir disparaître un commerce de proximité, si nécessaire à la qualité de la vie dans nos villes ? ●

## QUELLES RÉPONSES À LA CRISE DU LOGEMENT ?



Par Nathalie Perrin-Gilbert,  
députée suppléante,  
maire du 1<sup>er</sup> arrondissement

Une politique ambitieuse de l'habitat implique d'abord de mettre fin à deux scandales :

- celui d'un Etat qui gagne de l'argent sur le logement (31,1 milliards de prélèvements fiscaux et parafiscaux pour 21,7 milliards de dépenses en 2008), alors que plus de 3,5 millions de nos concitoyens sont en situation de mal ou de non logement ;
- celui de la gabegie financière en matière d'hébergement d'urgence, où l'Etat préfère payer des nuitées d'hôtel plutôt que de s'attaquer durablement et efficacement à l'absence de logement d'au moins 100 000 habitants de notre pays.

Des mesures immédiates s'imposent : suspendre la politique de défiscalisation immobilière, faire appliquer la loi SRU partout sur le territoire, instaurer un moratoire sur les expulsions locatives (avec compensation des propriétaires), augmenter sans délai de 10 % les aides aux logements, développer et humaniser les lieux d'hébergement d'urgence et y renforcer les mesures d'accompagnement social, construire un diagnostic partagé et un nouveau partenariat avec les associations, augmenter les crédits pour le logement social. L'Etat ne doit pas dépenser moins qu'il ne gagne sur les politiques de l'habitat. ●

*Sans des engagements fermes et des actions concrètes, tout ne sera que paroles*

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

### DU GLOBAL... AU LOCAL

**Notre modèle de développement deviendra durable lorsque toutes nos actions, qu'elles soient nationales, locales, individuelles, prendront en compte leurs conséquences sur l'environnement. Contribution climat-énergie, grands projets d'aménagement, innovations sur la mobilité au quotidien... tout peut et doit y contribuer.**

Parce que la lutte contre le réchauffement de la planète est à mes yeux une priorité absolue, je suis favorable à une contribution climat-énergie. Mais, comme je l'ai exprimé à l'Assemblée, la taxe carbone telle que proposée par Nicolas Sarkozy est une mauvaise réponse à une vraie question :

- son montant est trop faible pour inciter réellement à la réduction des consommations d'énergie ;
- elle doit être une composante d'une vraie refonte de notre fiscalité, diminuant les prélèvements qui pèsent sur les plus modestes ;
- sur un sujet aussi fondamental, le gouvernement aurait dû rechercher un consensus au Parlement plutôt que de faire des annonces prématurées.

C'est ce que j'ai proposé. ●

## LE SYSTÈME ÉDUCATIF EN DANGER

Lors de mes nombreuses visites d'écoles, de lycées, de collèges, je suis attentif aux inquiétudes émises tant par les enseignants, les personnels, que par les parents d'élèves, les lycéens. Si leur mobilisation a permis de suspendre -provisoirement ?- la réforme dangereuse que s'appretait à imposer le précédent ministre de l'éducation pour le lycée, les suppressions de postes annoncées par le gouvernement ont bel et bien été maintenues.

Remise en cause de l'accueil à partir de deux ans, suppression des enseignants spécialisés dans l'aide aux enfants en difficulté (RASED), remise en cause de la formation professionnelle des maîtres avec la suppression des IUFM : de telles décisions méconnaissent la réalité de notre système d'éducation et ignorent les besoins et les missions de l'école. L'école est l'affaire de tous. Si elle a besoin de réformes, c'est bien pour mieux lutter contre l'échec scolaire et renouer avec la promesse républicaine de l'égalité des chances. ●



**Sophie Furstross,**  
parent d'élève délégué,  
école du Gros Caillou

*"La mobilisation des parents d'élèves a permis le maintien et l'accueil des enfants à partir de 2 ans au lieu de 3 ans révolus..."*

## LE HANDICAP DANS LA VILLE



En parcourant les rues de la Croix-Rousse avec Dominique Sebbane, j'ai réalisé combien il était difficile

pour une personne en fauteuil roulant de se déplacer dans des rues non aménagées. C'est pourquoi j'ai choisi en 2008 et 2009 de consacrer une large partie de ma réserve parlementaire aux aménagements des trottoirs pour qu'ils soient accessibles à tous. Cet équipement a été réalisé dans le 1<sup>er</sup> et le 4<sup>e</sup> arrondissement en 2009. 2010 sera l'occasion de poursuivre cette démarche sur l'ensemble de la 2<sup>e</sup> circonscription. ●

**Dominique Sebbane,**  
fondateur de l'Association pour l'autonomie  
des insuffisants respiratoires lyonnais

*"Beaucoup de trottoirs ne sont pas abaissés au niveau de la chaussée, c'est un obstacle pour accéder aux commerces comme tout le monde : je continue la chasse aux trottoirs trop hauts !"*

## LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CŒUR DE LYON

### Le projet des Rives de Saône

Au cœur de notre circonscription, ce projet sans précédent par son ampleur et par sa diversité s'inscrit pleinement dans le développement durable. Après avoir renoué avec le Rhône dans le mandat municipal précédent, notre agglomération renoue avec la rivière qui a façonné son histoire.

Dans le 2<sup>e</sup> arrondissement, la suppression à terme du parking Saint-Antoine permettra de retrouver les plages d'antan au cœur même de notre ville. Côté 4<sup>e</sup>, c'est le lancement d'une rénovation du quai Gillet, qui n'a connu pratiquement

aucune requalification depuis la création du tunnel de la Croix-Rousse, il y a près de soixante ans. Côté 9<sup>e</sup> arrondissement, ce projet marquera l'aboutissement de la rénovation du quartier de l'Industrie avec, dans le prochain mandat municipal, une promenade entre l'île Barbe et le futur pont Schuman. A rebours des grands projets urbains d'un seul bloc des années 60, toute l'histoire montre au contraire qu'une ville ne se construit durablement que lentement, en harmonie avec l'usage progressif des lieux par ses habitants. ●



**Dominique Bolliet,**  
maire du 4<sup>e</sup> arrondissement

*"Pour le quai Gillet, les Rives de Saône marqueront le lancement de la rénovation profonde d'un quartier, satisfaisant à la fois nos exigences en termes de développement durable et les attentes légitimes des habitants"*

### Favoriser la mobilité des seniors

Le cyclopusse fait son entrée à Lyon, sur les plateaux de la Duchère et de la Croix-Rousse : une "innovation du quotidien" qui associe prise en compte des besoins des seniors... et protection de l'environnement !

Inauguré le 15 septembre à la Duchère, avec Alain Giordano, maire du 9<sup>e</sup> arrondissement le cyclopusse, qui va à la vitesse du pas, permet de transporter les seniors de porte à porte, en toute sécurité grâce à un accompagnateur formé à la conduite et à l'accueil. ●



**Alain Giordano,**  
maire du 9<sup>e</sup> arrondissement

*"Le développement durable inspire l'ensemble de nos actions. Sur le 9<sup>e</sup>, nous travaillons à amener la nature en cœur de quartier, à promouvoir les modes doux. Mais c'est aussi un état d'esprit qui doit se traduire dans nos actes quotidiens pour faire émerger des comportements éco-citoyens"*



## EN BREF

### Culture

Un grand coup de chapeau à la Compagnie de danse Hallet Egahayan et aux enfants des écoles de la Duchère ! Tout au long de l'année, accompagnés de danseurs professionnels, les enfants pratiquent la danse, assistent à des spectacles. Le spectacle du festival des enfants de la Duchère en juin (manifestation que j'ai contribué à financer dans le cadre de la réserve parlementaire) est le couronnement de ce travail au long cours.



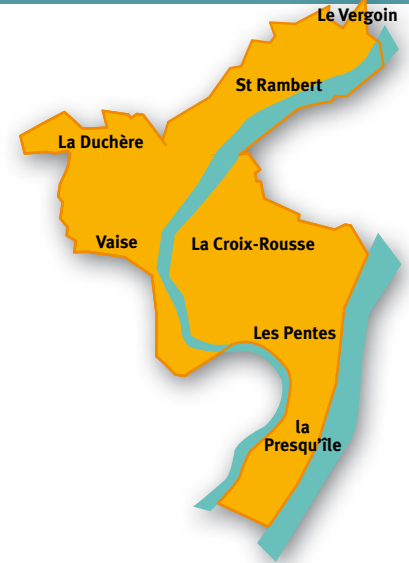
### Internet et création

La loi Hadopi, désormais votée après de multiples rebondissements, est une loi d'un autre temps, répressive et absurde : elle oppose les auteurs aux internautes, sans que cela rapporte un centime à la création artistique. De plus, on s'apercevra vite qu'elle est inapplicable !



## POURSUIVONS NOTRE DÉBAT DÉMOCRATIQUE

Comme je m'y étais engagé, j'ai mené depuis le début de mon mandat de nombreuses réunions dans les arrondissements de la circonscription. Crise, baisse du pouvoir d'achat, chômage, délocalisations, éducation,... nombreux sont les thèmes que vous avez souhaité y aborder. Je vous invite à poursuivre cet indispensable dialogue lors des réunions de la fin 2009 et du début 2010, dont vous trouverez ci-après l'agenda. ●



### AGENDA DES PROCHAINES RÉUNIONS

*Horaire : de 18h30 à 20h*

#### » 22 octobre

Pentes Croix-Rousse (1<sup>er</sup>)  
Café La belle équipe

#### » 4 novembre

Vaise, Quai Gillet (9<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>)  
Café Un singe en hiver

#### » 19 novembre

Prequ'île (2<sup>e</sup>)  
Café de la Cloche

#### » 10 décembre

Croix-Rousse Est (4<sup>e</sup>)  
Café du bout du monde

#### » 17 décembre

St-Rambert, Le Vergoin (9<sup>e</sup>)  
Salle de la chaufferie

#### » 7 janvier

La Duchère (9<sup>e</sup>)  
Foyer protestant

#### » 21 janvier

Croix-Rousse Ouest (4<sup>e</sup>)  
Centre social Pernon

#### » 11 février

Bas des pentes,  
Presqu'île (1<sup>er</sup>, 2<sup>nd</sup>)  
Lieu à préciser



## DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

Quelques bonnes nouvelles sur le front des expulsions des sans-papiers : grâce à une chaîne de solidarité, des pentes de la Croix-Rousse en passant par un village du Rhône jusqu'à la commission du recours à Paris où je les ai accompagnés en février, Timur et Madina ont enfin pu obtenir le statut de réfugiés politiques. Mais ce "happy end" - dû comme celui de

Landry Koua en 2008 à une forte mobilisation - ne peut pas nous faire oublier une politique inhumaine et avant tout guidée par une politique du chiffre ! Quant aux tests ADN pour justifier la filiation, que je n'ai eu de cesse de décrier à l'époque... ils sont tout bonnement abandonnés aujourd'hui, car le gouvernement s'aperçoit que la loi s'avère... inapplicable ! ●

## QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

### » Avenir de la Poste

*J'ai interrogé le Ministre au sujet de la transformation de la Poste en société anonyme : ceci risque d'être une première étape vers sa privatisation et le démantèlement du service public... malgré les "garanties" aujourd'hui énoncées par le gouvernement (les mêmes que celles annoncées en 2004 par Nicolas Sarkozy pour GDF, avec les suites que l'on connaît !).*

### » Suppression du poste de Défenseur des enfants

*Intervenue sans concertation, malgré le travail considérable et indispensable accompli par cette autorité depuis 2000 (plus de 20 000 requêtes traitées), cette suppression va de plus à l'encontre des recommandations du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. J'ai interpellé la Garde des Sceaux à ce sujet.*

### » Areva

*Alerté par les salariés d'Areva des établissements de l'agglomération lyonnaise, j'ai questionné la Ministre de l'Economie sur les projets actuels de cession de la division Transmission et Distribution : ils mettent à risque la logique industrielle et l'emploi dans ce secteur éminemment stratégique.*

